

V/ LES VILLES DANS L'ESPACE

LES RESEAUX URBAINS EN AFRIQUE NOIRE : DE LA PYRAMIDE A LA MACROCEPHALIE

Y. MARGUERAT

La grande ville qui nous intéresse ici, n'est-ce pas en réalité la **trop** grande ville ? C'est par rapport aux autres agglomérations qu'il faut saisir la grande ville. Celle-ci est d'abord l'effet d'un déséquilibre, d'une distorsion croissante entre la tête et le corps du réseau urbain : la « macrocéphalie ». Pour comprendre celle-ci, prépondérance écrasante d'une seule ville, proportionnellement énorme, qui écrase le reste du système urbain, il faut refaire l'histoire des villes depuis l'époque coloniale. (Pour plus de détails, voir : Y. Marguerat : « Réflexions cursives sur l'évolution des réseaux urbains en Afrique Noire », in Cahiers Orstom Sciences Humaines, 1978, n° 2, pp. 173-185).

Dans les systèmes coloniaux français, allemand, belge, il y avait une centralisation « jacobine » qui structurait fermement l'espace en unités homogènes : la région, le département, l'arrondissement..., qui avaient chacune leurs fonctions et leur chef-lieu. A chaque niveau correspondait un type donné de services (infrastructures scolaires-et sanitaires, équipements, justice, organismes de développement rural...). Le secteur privé, les compagnies commerciales, les missions (dont le rôle a été majeur dans les débuts de la scolarisation) ont généralement calqué leur organisation spatiale sur ce schéma.

Ce système aboutissait à un maillage théoriquement régulier (et parfois effectivement, ainsi dans le Centre-Ouest ivoirien, où tous les postes sont éloignés les uns des autres d'un petit nombre de journées de marche), mais généralement modulé pour s'adapter aux contraintes naturelles, aux ressources locales, aux variations de la densité du peuplement, aux moyens de transport (fleuves, voies ferrées...).

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 18.719 ex1

Cote : B

22 OCT. 1985

B18.719 ex1

Les premiers chefs-lieux choisis se sont, sauf exceptions (exemple de Baré, délaissée en 1923 au profit de Nkongsamba, tête de chemin de fer), maintenus comme centres urbains principaux : au Cameroun comme en Côte d'Ivoire, les trois-quarts des villes de plus de 20.000 habitants avaient déjà des fonctions régionales en 1920-25.

Dans le système colonial anglais, il n'y avait généralement pas cette même volonté de structuration rationnelle de l'espace. Ainsi chaque service public pouvait-il avoir son propre découpage, ses propres chefs-lieux. Ce qui ne prête évidemment pas à la formation de villes puissantes (au Cameroun anglophone, les seules vraies villes : Victoria, Kumba, Bamenda, sont de création allemande). C'est seulement dans les zones sans aucun pouvoir organisé que les Anglais ont été contraints de créer un vrai réseau de postes (Ghana du Nord, Nigeria du Sud-Est).

A la fin de la période coloniale, dans les années 1950-55 (apogée des cours mondiaux pour les produits tropicaux), les petits postes administratifs des régions économiquement favorisées ont connu un développement rapide, avec, en particulier, la prolifération d'agences des compagnies commerciales, organisées – suivant le schéma administratif – en structure pyramidale, où chaque niveau correspond à un type précis de responsabilité.

Ce réseau urbain apparemment parfait se désorganise dès avant les indépendances et surtout après elles. Ceci parce que ces petites villes n'avaient pas de vie propre : elles n'étaient que les relais de l'administration coloniale et des puissances économiques extérieures (au pays ou à la région). Avec le développement des transports et la diffusion des services publics (administration de base, scolarisation, santé...) dans les campagnes, ces relais ont cessé d'être indispensables, puis d'être utiles. L'administration a multiplié ses implantations, le grand commerce a réduit les siennes : les grandes compagnies ont abandonné le négoce de détail et se sont repliées sur le commerce de gros (ou spécialisé) et dans les capitales.

Au lieu d'un réseau pyramidal, on aboutit donc à une répartition profondément inégale de la fonction urbaine, entre une ville omnipotente, monopolisant les fonctions de commandement dans tous les domaines et connaissant un gonflement humain très rapide, et d'autre part un semis de petits centres, à peu près tous au même niveau, sans qu'aucune véritable capitale régionale n'exerce de pouvoir sur eux, tous à plat face à la grosse tête : c'est l'organisation (ou la désorganisation) macrocéphale. (Le problème de fond n'est pas modifié par la division en deux métropoles, une capitale politique et une capitale économique : Congo, Kenya, Haute Volta... L'écart avec les petits centres reste le même).

Les villes secondaires, n'ayant plus leur fonction de relais, n'ont pas trouvé de raisons d'être propres. Elles sont dépourvues de moyens de décision qui leur soient attachés, car ceux qui y détiennent le pouvoir – commerçants et fonctionnaires – viennent d'ailleurs et y repartent, par mutations ou par modifications des centres d'intérêt : les petites villes n'ont personne pour les défendre, car la capitale monopolise avant tout le pouvoir de décision.

Moustapha Sar a ainsi étudié la décadence de la ville de Louga, au Sénégal (IFAN, Dakar, 1973). C'était, il y a trente ans, un important centre de collecte et de traitement de l'arachide, une étape du commerce des bovins venant de Mauritanie, un carrefour ferroviaire, un important chef-lieu administratif. Les coopératives arachidières en liaison directe avec Dakar ont supprimé son rôle de concentration de l'arachide et les huileries de Louga ont dû fermer ; les troupeaux descendus du Nord passent maintenant plus à l'est, dans le Ferlo ; le développement du trafic routier a ruiné le rôle de sa gare ; son vaste département a éclaté en unités de petite taille. Notons que cet effondrement des fonctions de Louga n'a pas empêché la poursuite de la croissance numérique de sa population. Mais il y a eu ruralisation de celle-ci, perte de spécificité urbaine.

A l'inverse des petites villes, la grande métropole cumule toutes les fonctions urbaines. elle attire aussi le plus grand nombre de migrants, avec ou sans rôle de relais des petits centres. Au point qu'il peut y avoir un véritable transfert : en Côte d'Ivoire du Sud, les villes (Bouaké, Daloa, Gagnoa...) sont peuplées d'étrangers, alors que les ruraux des environs se ruent dans la capitale.

L'Etat a, encore plus, une tendance cumulative : il multiplie sans cesse ses organismes ; il ne cesse d'accroître ses moyens de contrôle sur le reste du territoire. (S'il entre en déliquescence, la capitale reste le dernier lieu jouissant d'une certaine sécurité, d'un minimum de ravitaillement, de services...). Les grandes entreprises industrielles, commerciales, financières, ont besoin de la grande ville, de sa main-d'œuvre, de son marché, de ses moyens de transport, de ses infrastructures ; elles ont besoin de l'Etat ; elles ont besoin les unes des autres. Leur tendance à s'agglutiner toutes au même endroit (ou du moins, leurs appareils de direction) est donc permanente, insistante.

On aboutit donc à l'opposition vigoureuse, fondamentale, entre une poussière de petites villes et une (ou deux) capitale, qui seule dispose des véritables fonctions urbaines.

Exemple ultime de macrocéphalie : le Gabon, où Libreville concentre environ un tiers de la population. Alors qu'ailleurs les gens ne cessent de faire la navette entre villes et campagnes, ici la population afflue à Libreville et y reste : les campagnes n'ont ni routes, ni écoles, ni dispensaires ; la production agricole s'effondre (il est plus facile de nourrir les villes avec des produits importés grâce aux royalties du pétrole) ; le pays se vide dans sa capitale, ville-piège.

Le schéma connaît néanmoins des exceptions : il y a en Afrique quelques (rares) capitales régionales. Ainsi, au Ghana, Kumasi, qui était déjà une métropole centralisatrice avant l'époque coloniale. Les Achanti, société guerrière au XVIII^{me} siècle, sont devenus, au XIX^{me}, une puissance commerciale. Ils ont d'abord interdit aux négociants du Nord de dépasser la ville vers le Sud, et à ceux du Sud de la dépasser vers le Nord : ils l'imposèrent donc comme marché obligatoire (les routes qui n'y passaient pas, comme l'axe de la Volta, étant verrouillées). Puis, quand ils furent capables de les remplacer, ils interdirent aux étrangers tout le cœur de leur empire, se réservant les bénéfices du trafic à longue distance. D'où l'éclosion, aux frontières de leur domaine, de très gros marchés (comme Salaga), où les commerçants achanti venaient traiter avec leurs

homologues haoussa, mossi, dioula... Marchés qui disparurent brutalement avec la fin de l'organisation territoriale qui leur avait donné naissance, quand l'empire achanti tomba sous les coups des Anglais. Kumasi, rasée lors de la conquête coloniale, fut construite par les Achanti eux-mêmes, grâce à l'argent gagné dans la culture du cacao, où ils ont réinvesti les capitaux, la main-d'œuvre, le savoir-faire acquis à l'époque pré-coloniale. C'est un cas rare où la force d'une ville s'est imposée contre le gré de l'administration coloniale.

Autre exemple au Nigeria : les villes yoruba, pays de vieille civilisation urbaine. Les villes actuelles (en particulier Ibadan : un million d'habitants au moins) sont nées des guerres du XIX^{me} siècle comme refuges pour les populations rurales. Cependant, peu à peu, ces populations sont devenues urbaines par la mentalité et le genre de vie (grâce surtout à la rente foncière née du cacao, qui permettait de vivre hors des campagnes et de faire démarrer un puissant commerce).

Exemple inverse au Libéria : vers 1840-1850, il y existait vraiment un réseau urbain, entre les mains de l'active bourgeoisie commerçante américano-libérienne. Dans les années 1880, la formation des empires coloniaux entraîna la ruine du commerce libérien. La bourgeoisie ne put survivre qu'en parasitant l'Etat, dans sa capitale. Les petites villes côtières ont complètement périclité ; seule Monrovia a maintenu une véritable vie urbaine. Dans l'intérieur, ce n'est qu'à partir des années 1950-60, que l'Etat a commencé à intervenir, perçant les premières routes, implantant les premières administrations. Jusqu'alors seules les missions (en active rivalité) y avaient installé, sans aucune cohérence, un minimum d'équipements sociaux.

Autres causes de perturbation du schéma macrocéphale, les particularités régionales. Dans l'Ouest du Cameroun, l'exceptionnel dynamisme économique et migratoire des Bamiléké a fait naître Bafoussam, vraie capitale régionale où ils réinvestissent l'argent gagné dans leur diaspora. A Madagascar, le cloisonnement du relief a permis le maintien de l'autonomie d'une série de villes côtières, desservant chacune une petite région mal reliée au reste du pays.

Mis à part ces cas assez particuliers, le modèle macrocéphale s'impose partout, comme le pouvoir d'un Etat qui règne sous contre-poids sur l'espace et sur la société.

Mais le gonflement macrocéphale, générateur de problèmes urbains inextricables, montre aussi l'échec des campagnes. Les problèmes ruraux n'ayant pas été résolus, les paysans quittent les campagnes. Les villes de l'intérieur n'ayant rien pour les retenir, ils vont s'entasser dans la capitale. Même en Tanzanie, où les efforts les plus sérieux ont été faits en faveur des populations rurales, l'exode n'a pu être contrôlé : Dar-es-Salaam est passée de 270.000 habitants en 1967 à 870.000 en 1978. C'est là sans doute l'effet de la politique de regroupement autoritaire menée en 1974 : les paysans ont fui, et d'abord vers la grande ville, la seule vraie ville.

Ajoutons, toutefois, que ce mouvement de population de la campagne vers la ville est loin d'être à sens unique : il y a en fait un va-et-vient continu. Les urbains sont d'anciens ruraux et (du moins l'espèrent-ils) de futurs ruraux ;

nombre de ruraux sont de futurs citadins ou d'anciens citadins (environ les 2/3 des chefs de famille aux alentours de Gagnoa, selon J.-P. Dozon, et de Yaoundé selon A. Franqueville, ont vécu en ville, en moyenne 7 ans).

Il y a donc une permanente continuité humaine, alimentée par des déplacements de toutes durées. Il ne faut surtout pas opposer population rurale et population urbaine : ce sont largement les mêmes... La véritable coupure n'est pas l'urbanisation, mais l'« embourgeoisement », la promotion sociale qui coupe des autres liens en faisant accéder au monde des groupes dirigeants, et aussi, à l'autre extrémité du tissu social, la délinquance, produit typique des grandes villes et appellée, comme elles, au plus bel essor.

– Additif sur Madagascar (postérieur au colloque)

Selon un bon connaisseur de Madagascar, Georges Rossi, spécialiste de géographie physique qui ne se croit pas habilité à écrire sur les problèmes urbains mais sait observer les choses, la Grande Ile est en train de connaître un spectaculaire phénomène de **désurbanisation**. Car les villes qu'a observées, il n'y a pourtant que quelques années, Paul le Bourdieu n'existaient que par les services administratifs et les réseaux commerciaux étrangers (français, indiens, chinois, comoriens...), et ceux-ci se sont maintenant effacés.

Au lieu d'une administration classique, hiérarchisée et ramifiée, siégeant dans des chefs-lieux qui encadrent les campagnes, le régime actuel a progressivement remis le pouvoir de gestion au « fokonolona » sorte de communes populaires de la taille d'un canton (avec quelques dizaines de milliers d'habitants). Gratifié ainsi de l'auto-administration, le monde rural s'est replié sur lui-même, se morcelant en autant d'entités auto-suffisantes : il y a donc eu, au sens propre, désintégration de l'espace national (naguère déjà assez faiblement structuré). Première victime : le réseau routier qui, hormis quelques très grands axes stratégiques, a cessé d'être entretenu (autant que du désintérêt, c'est, pour les communautés rurales, l'expression de leur méfiance envers un Etat central ressenti – de tous temps – comme étranger et parasite).

Le commerce a été progressivement nationalisé ou étouffé, remplacé sur le papier par des organismes bureaucratiques, aussi inefficaces ici qu'ailleurs en pareil cas. Faute d'acheteurs et faute de routes, nombre de productions agricoles d'exportation ont chuté vertigineusement. Le riz, surtout, a cessé d'être commercialisé. Le paysan, qui mange ce qu'il produit, n'est pas mécontent de son sort (d'autant plus que l'impôt qui pesait sur les hommes et sur les bovins a été supprimé. Or c'était un facteur non négligeable de monétarisation forcée). Mais l'Etat, incapable de payer les importations qui lui sont nécessaires (carburant, équipements, et surtout le riz maintenant indispensable au ravitaillement des grandes villes : 180.000 tonnes importées en 1980, 250.000 tonnes prévues pour 1981) est au bord de la faillite (d'où les troubles de décembre 1980-janvier 81 à Tananarive, véritables émeutes de la faim). L'espace économique national s'est donc lui aussi désagrégé.

Sur les Hautes Terres, pays d'échanges intenses et de vieille civilisation citadine, le réseau urbain n'a, semble-t-il, pas trop souffert. Mais dans le Sud et sur la Côte Ouest, sans tradition urbaine, les villes meurent lentement (sans décrois-

sance numérique : Tuléar aurait doublé sa population : 80.000 habitants ? mais ceux-ci sont essentiellement des ruraux) car elles ne servent plus à rien : désertées par l'administration et le commerce, elles redeviennent de gros villages. Les services urbains (électricité, adduction d'eau...) cessent de fonctionner ; les rues, non entretenues, ne sont plus carrossables ; les bâtiments en dur se dégradent ; les constructions de type villageois envahissent les vides des centre-villes. Le monde rural reconquiert en douceur cet espace qu'une organisation socio-économique venue de l'extérieur lui avait arraché.

DISCUSSION

M. PAIN. – On passe d'un système pyramidal à une macrocéphalie avec comme exemple extrême le cas du Gabon (Libreville seule grande ville réunit 30 % de la population totale). Or la situation paraît différente au Zaïre. Kinshasa a baissé en pourcentage entre 1967 et 1975, la capitale ne représente que 7 % de la population totale, les villes secondaires sont trop nombreuses et parfois fortes de plusieurs centaines de milliers d'habitants. Réparties sur l'ensemble du territoire, leur croissance a été dans certains cas supérieure à celle de la capitale cette dernière décennie. Elles rassemblent près de 20 % de la population totale mais ceci ne diminue en rien la suprématie dans d'autres domaines (politique, économique...). Il paraît plus difficile, dans des pays immenses et relativement peuplés comme le Zaïre, d'appliquer le schéma décrit.

Y. MARGUERAT. – Du fait de sa taille le Zaïre pose d'autres types de problèmes que la moyenne des pays d'Afrique Noire, dont la superficie est en général 5 ou 10 fois plus petite. De même pour le Nigéria, avec sa population de 80 millions d'habitants. Il s'agit en fait dans ces deux cas de véritables sous-continent, où les phénomènes de macrocéphalie seraient à analyser à l'échelle nationale. Avec les dimensions du Zaïre, les villes-relais sont certainement indispensables. Mais ces gros centres régionaux ont-ils un recrutement humain simplement local ou bien attirent-ils aussi des migrants de tout le pays ? Dans le second cas mon raisonnement est faux quelque part ; mais la forte croissance des pôles régionaux s'y inscrit facilement.

M. PAIN. – Kinshasa étend son influence sur l'ensemble du territoire et les grands centres régionaux ont également une influence très forte sur les campagnes des pays qu'elles dominent, avec des situations variées selon les villes. Très forte croissance des petites villes, croissance modérée de villes minières au centre de régions vides d'hommes, mais croissance vigoureuse de Kimongo ou de Kisanгани. Fort développement de Bukavu au milieu de campagnes très peuplées mais arrêt aujourd'hui de sa croissance avec les retombées de la crise économique, et même retournement de la situation d'après les informations qu'on peut avoir.

R. DE MAXIMY. – Il faut étendre la réflexion sur les réseaux et les flux. Leur rôle sur la restructuration de l'espace et donc sur l'espace national et politique mériterait d'être considéré, ne serait-ce que pour agir, par leur truchement, sur l'organisation de chaque pays.

Y. MARGUERAT. – Les flux se structurent s'il y a effectivement un réseau urbain (dont ils sont un excellent révélateur) ; dans le cas contraire, ils se branchent directement sur la grande ville (cas de l'Est du Cameroun, par exemple). En tout cas, il paraît vain de vouloir créer autoritairement un réseau qui n'aurait pas de raison propre d'exister.

pro
qu'
plar
tionacti
cho
sidé
attrjour
de t
dire
les :
l'infpop
capiLag
glob
mac
plus
gran
la pi

vari

urbe
tirer
cela
caticl'eff
actu
tale
d'un
men
rura
mon
mespetit
très
pour
migr
que
côté
vase
n'a pactu
dout
nes f
niau

G. MAINET. – Douala semble être à la tête des villes de l'Ouest du Cameroun. Bafoussam n'a probablement pas le rôle régional que l'on dit. Bafoussam et le département de la Mifine ne font qu'un (difficile de distinguer planteurs et citadins). De même qu'à Nkongsamba, l'osmose avec les planteurs du Moungo central est grande. Le mode de vie des planteurs est très urbanisé (consommation de campagne généralisée !).

Y. MARGUERAT. – Bien sûr, les villes sont profondément enracinées dans les campagnes, activités et genres de vie s'interpénètrent. Mais il faut bien définir une limite. Dans le Cameroun, j'ai choisi, en reprenant les documents de base du recensement (photos aériennes en particulier), de considérer comme effectivement urbaine la population agglomérée (d'où les 60.000 habitants seulement attribués à Bafoussam).

Le cas de Nkongsamba m'amène à revenir sur un point de mon raisonnement qui n'a pas toujours été bien compris : jadis tête d'un réseau couvrant tout l'Ouest du Cameroun, grâce à sa fonction de terminus du chemin de fer, Nkongsamba a été court-circuitée par le trafic routier qui descend directement de Bafoussam sur Douala ; il y a perte des fonctions régionales, pas des fonctions locales : celles de chef-lieu du riche Moungo suffisent à la prospérité de la ville « ramenée à la base » sous l'influence écrasante de Douala.

J. DUMAZ. – Quel est le seuil de la macrocéphalie, en chiffrant le rapport entre la ville et la population du pays ? Au-delà de quelle distance, des régions échappent-elles à la domination de la capitale, permettant un développement – comme au Zaïre, de capitales régionales ?

Y. MARGUERAT. – Ce sont des phénomènes difficiles à chiffrer. 4 millions d'habitants à Lagos (pour 80 millions de Nigériens) c'est un problème d'urbanisme énorme, mais un déséquilibre global bien moindre que 200.000 habitants à Libreville pour 600.000 Gabonais. Disons qu'il y a macrocéphalie – pour les pays à une seule grande ville – quand la métropole compte au moins 5 fois plus d'habitants que la seconde ville (on atteint parfois un écart de 1 à 10). Dans les pays à deux grandes villes (Cameroun, Congo, Haute Volta...) l'écart se retrouve entre la deuxième grande ville et la plus grosse des villes moyennes.

A quelle distance porte le rayonnement direct d'une métropole ? Cela dépend d'énormément de variables (moyens de transports, etc...). Disons environ 500 km au maximum.

P. LE BOURDIEC. – Il faut souligner l'intérêt de l'étude des « réseaux » ou plutôt des armatures urbaines puisque dans de nombreux cas les réseaux cohérents n'existent pas encore. Il y a beaucoup à tirer de l'étude des petites villes, y compris les plus modestes, au contact du rural et de l'urbain. Sans cela l'étude des grandes villes ne saurait être complète, il manquerait de nombreux éléments d'explication.

Je demande deux précisions à Y. Marguerat : 1) Comment expliquer, dans nombre de pays, l'effacement des petites villes ou des villes moyennes, alors que dans d'autres cas ce sont ces villes qui actuellement développent leurs activités et leur population à un rythme supérieur à celui de la capitale ? 2) Comment expliquer que les petites villes du Sud de la Côte d'Ivoire deviennent par suite d'une émigration rurale qui se fait directement vers Abidjan, des villes étrangères à leur environnement rural, alors qu'en d'autres cas, comme à Madagascar par exemple, l'accélération de l'exode rural fait que de nombreux petits centres, longtemps artificiels (parce qu'ils avaient été créés par la monarchie hova ou par l'administration coloniale) deviennent des villes enfin authentiques dans la mesure où elles s'enracinent dans l'espace rural qui les entoure.

Y. MARGUERAT. – 1) Les cas de stagnation et surtout de régression de la population des villes petites et moyennes sont rares. La plupart du temps, un effondrement des fonctions régionales peut très bien s'accompagner d'une poursuite du gonflement urbain ; Moustapha Sar l'a très bien montré pour la ville de Louga. 2) La Côte d'Ivoire présente un espace homogène, où rien ne s'oppose aux migrations à travers tout l'espace national. Madagascar présente au contraire un cas particulier en ce que les reliefs gênent considérablement la circulation entre les régions (entre Hautes Terres et zones côtières, d'une zone côtière à l'autre). Chaque centre côtier continue à fonctionner relativement en vase clos, comme centre d'une région autonome par la force des choses : la concurrence de la capitale n'a pas la possibilité matérielle de s'exercer.

P. SIRVEN. – Une remarque similaire à celle de M. Pain sur le Zaïre à propos de la Tanzanie : actuellement les villes secondaires ont une croissance urbaine plus rapide que Dar-es-Salaam. Sans doute parce que l'on essaie de limiter la croissance de la capitale au moment où beaucoup de personnes fuient les regroupements en villages. Les missions ont favorisé le développement des centres coloniaux, généralement, mais ce n'est pas le cas au Rwanda et au Burundi où elles se sont installées sys-

tématiquement à l'écart des centres administratifs de l'époque belge, favorisant en cela le blocage urbain de ces pays qui sont les moins urbanisés du continent : 4 à 5 % de la population vit dans les villes qui pratiquement se réduisent aux capitales Bujumbura et Kigali. A la limite on peut parler non de macrocéphalie mais de monocéphalie.

Y. MARGUERAT. – Rwanda et Burundi présentent le cas particulier d'états centralisés ; pourtant ceux-ci n'ont pas produit de capitale. Comme dans l'Europe mérovingienne il s'agissait de capitales itinérantes : la cour consommait sur place ses revenus puis se déplaçait vers une autre colline royale, donc pas d'accumulation sur place, pas de ville.

J. SCHNETZLER. – La majorité des Africains semble bien insérée dans un certain réseau urbain : Maghreb, Machrek, Ethiopie, Afrique du Sud, et partiellement Ghana, Nigeria, Cameroun, Soudan, Madagascar.

Y. MARGUERAT. – Mon propos se limite strictement à l'Afrique Noire. Même si, géologiquement, on considère le Maghreb comme partie prenante de l'Afrique, sa civilisation, ses villes millénaires en font quelque chose de très différent, appartenant au monde méditerranéen. L'Afrique du Sud est également si particulière, politiquement et économiquement, que l'on peut l'inclure dans le même raisonnement (et je ne la connais pas).

Mais vous avez raison quant à l'importance de l'urbanisation en Afrique Noire : actuellement un quart ou un tiers de la population vit dans les villes (au moins dans les pays côtiers). A la fin du siècle, il y aura sans doute la moitié des Africains en ville.

D. NICLOT. – Les armatures urbaines ont été étudiées à l'intérieur des espaces nationaux. Mais n'y a-t-il pas en Afrique comme dans d'autres continents, une hiérarchie entre les capitales qu'il est nécessaire d'étudier et qui modifie les schémas cités ? Ne peut-on pas parler de « macrocéphalie » de certaines capitales par rapport à d'autres ?

Y. MARGUERAT. – Le problème me paraît un peu marginal. Oui, Abidjan exerce une certaine prépondérance sur l'Afrique de l'Ouest (francophone), dans le domaine aérien (escale quasi-obligatoire) et dans l'implantation des sièges sociaux (Nairobi a sans doute le même rôle en Afrique de l'Est). Mais cela ne compte guère : quand le siège social n'est pas sur place, peu importe qu'il soit à Abidjan, à Paris ou à New-York. Par contre l'attraction d'Abidjan (et de la Côte d'Ivoire forestière entière) est très puissante sur la Haute Volta et le Mali. (Rappelons qu'il s'agit d'une prépondérance récente : à l'époque coloniale, c'était Dakar qui dominait).

A une échelle moindre, l'activité de Lomé ne se comprend pas sans la présence voisine d'Accra, Cotonou, et Lagos, avec une excellente route qui les relie, où circulent de très nombreux trafics, licites ou... moins licites.

R. DE MAXIMY. – 1) En réponse à P. Dumaz, pour les aires d'influence on peut consulter la carte n° 1 de l'Atlas de Kinsaha qui intègre à l'idée d'urbanisation le réseau des voies bitumées et leur usage. 2) Y a-t-il des villes de poids international ? Abidjan peut-être, qui joue le rôle d'un exemple d'urbanisme « européen » transplanté, dont rêvent tous les responsables d'Afrique francophone. 3) Autre point dont on n'a pas parlé : le phénomène urbain dans les archipels de l'Océan Indien. Ce phénomène montre que le poids géographique (îles et volcans) change complètement l'usage de l'espace et le rôle des villes.

F. BART. – A propos du Ghana, peut-on parler d'un réseau urbain ou de plusieurs réseaux urbains, ou ébauches de réseaux urbains ? Beaucoup de villes ghanéennes ont en effet des fonctions très typées : Takoradi et Tema sont les deux ports industrialisés, au rôle d'ailleurs différent ; il existe un ensemble de villes minières, 3 villes universitaires dont une où cette fonction joue un rôle prédominant (Cape Coast), un ensemble de petits ports de pêche artisanale, où cette fonction, même quand elle est modeste, maintient sur place une population urbaine atteignant souvent plusieurs dizaines de milliers d'habitants, etc... Il semble que certaines de ces villes soient en fait assez autonomes et non pas intégrées dans un « réseau » urbain dominé par Accra et Kumasi.

Je m'élève d'autre part contre les propos faisant disparaître le paysan africain d'ici à l'an 2000 et affirmant que l'étude des rapports ville-campagne manquerait d'intérêt en raison de leur uniformité. La ville africaine reste encore le plus souvent un produit de la campagne, même s'il existe des exceptions célèbres. Beaucoup d'urbains ne peuvent habiter à la ville que parce qu'ils gardent des liens étroits avec la campagne. Et il existe de vastes espaces africains qui ignorent le phénomène urbain.

Y. MARGUERAT. – Le Ghana est un cas de « macrocéphalie tempérée », par l'existence d'une véritable capitale régionale, Kumasi, avec toutes les fonctions, toute l'autorité qu'exige cette notion.

Les autres villes n'ont qu'un rôle local, adapté à leurs ressources (minières, côtières...). Takoradi est essentiellement un port d'exportation de produits (agricoles et miniers) bruts ou légèrement transformés, alors que c'est Tema, cité jumelle (portuaire et industrielle) d'Accra, qui fait l'essentiel des importations ; Takoradi n'a qu'un rôle régional faible ; Cape Coast n'en a pratiquement aucun.

G. MAINET. – 1) Quelques ordres de grandeur concernant les semis urbains et les transports : les taxis-brousse circulent entre Douala et Bafoussam en faisant souvent trois trajets par journée. Un camion fera un aller par jour (en fonction de la distance et des dénivellations) en direction de l'Ouest Cameroun. 2) Le rôle international de Douala n'est pas mince (Tchad, République Centre-Africaine, Nord-Gabon). La diaspora bamiléké à Ndjaména, Libreville, Brazzaville est certainement le fait de Bamiléké ayant transité par Douala. 3) Le chiffre de la population des étrangers à Douala estimé à 12.000 personnes me semble faible par rapport au nombre réel des expatriés européens (environ 10.000), des Nigériens et des Africains originaires de l'Afrique de l'Ouest francophone. D'autre part, on peut, en s'appuyant sur des témoignages et des recoupements, établir la population globale de l'agglomération de Douala à 800-900.000 habitants (et non à 450.000).

Y. MARGUERAT. – Nous ne pouvons traiter ici de notre différend sur le recensement de 1976, que je crois bien fait.

G. GIBERT. – Quelques précisions sur le Gabon : 1) « Les gens restent à Libreville, ville-piège », exact jusqu'à la crise de l'énergie et du bois, depuis il y a une politique délibérée du gouvernement pour étouffer les centres urbains secondaires. 2) Toutes les relations ne sont pas orientées vers Libreville : les produits miniers vont vers Pointe Noire, de même les produits vivriers, l'équipement, destinés au Gabon sont débarqués à Pointe Noire (véhicules lourds, équipements miniers, vivres importés).

Une partie des investissements dus aux royalties se fait dans les centres secondaires et encore plus à l'extérieur (Congo : Pointe Noire).

Y a-t-il jamais eu une agriculture au Gabon permettant de ravitailler les centres urbains principaux (Libreville, Port Gentil) ?

Y. MARGUERAT. – Mon image du Gabon était schématique jusqu'à la caricature, mais je vous renvoie aux travaux de Roland Pourtier. Les produits miniers (ou forestiers) s'exportent selon les modalités techniques les plus commodes (flottage ici, transbordeur là, rail ailleurs), sans influencer réellement la structuration de l'espace, qui est due aux flux déterminants : migrants, capitaux, pouvoir de décision, et, là, la prépondérance de Libreville est écrasante. Certes il y a eu des efforts pour Franceville, pour les routes, mais cela reste bien peu de chose. Sur la route Libreville-Lambaréné, il y a quelques mois, j'ai été frappé par la quasi-nullité du trafic et des activités induites (les petits hameaux traversés n'ont pratiquement rien à vendre ; manioc, quelques bananes, 1 ou 2 bouteilles de vin de palme).

M. ROUPSARD. – La macrocéphalie ou monocéphalie entraînerait l'effacement progressif des réseaux urbains. Le phénomène est surtout sensible dans les petits Etats (par la superficie, la population) dont l'économie est peu diversifiée. Il n'existe pas dans les Etats vastes et très peuplés. Dans les Etats moyens, le schéma se complique (Côte d'Ivoire, Cameroun). Des réseaux urbains se maintiennent et même dans certains cas sont en cours de régénération.

Au Nord-Cameroun, le réseau urbain régional s'articule autour de Garoua, où la fonction administrative se renforce et où la fonction économique est en partie reprise en main par un capitalisme local.

Y. MARGUERAT. – C'est l'élargissement du Nord de Cameroun et surtout sa remarquable autonomie politique qui ont fait de Garoua – création coloniale – la capitale régionale de la province. Sa puissance économique, qui ne repose que sur une poignée de gros commerçants, est inférieure à celle de Bafoussam. Il est certain qu'il ne peut y avoir de poids urbain régional qu'appuyé sur une autonomie politique.

P. PELISSIER. – L'exposé d'Y. Marguerat, riche en exemples variés et articulé autour d'une idée centrale clairement réaffirmée, n'est pas exempt de contradictions qui doivent, à mes yeux, alimenter la recherche. Les grandes villes sont-elles des nasses où les gens sont piégés, ou bien des lieux de passage fréquentés par des ruraux opérant d'incessants aller-retour ? La grande ville est-elle un refuge, le tremplin de toute promotion, ou la dispensatrice de privilèges ? Si elle est d'abord la vitrine du capitalisme international, comment expliquer l'extraordinaire croissance de Dar-es-Salaam ? Et finalement les vues nostalgiques sur la désorganisation des réseaux urbains coloniaux et le développe-

ment corrélatif de la macrocéphalie ne sont-elles pas discutables, non seulement en raison de leur idéologie occidentale, mais surtout parce qu'elles souffrent trop d'exceptions pour prendre valeur générale ? Tout ceci conduit à redire que la recherche géographique ne peut progresser qu'en multipliant les analyses régionales, les cas spécifiques, qu'en étudiant les différences plus qu'en se préoccupant de modèles généraux.

Un autre de nos objectifs doit être la recherche de modes de corrélation nouveaux. Et très précisément l'analyse de la nature des relations entre la grande ville et l'espace, et pas seulement des relations entre villes. Corrélations avec l'environnement naturel, avec les inégalités des densités, avec les synthèses d'encadrement, avec l'épaisseur économique de l'espace. De telles recherches doivent notamment décrypter de curieux phénomènes de convergence : des explications différentes, voire contradictoires, ne sont-elles pas nécessaires pour rendre compte de l'évolution vers la macrocéphalie des réseaux urbains de Tanzanie et de Côte d'Ivoire ?

Enfin, une préoccupation qui doit être essentiellement dans une perspective de développement, est représentée par le coût de l'urbanisation et notamment le détournement des investissements vers les capitales, c'est-à-dire l'aggravation des déséquilibres qui accélèrent l'exode rural. Qu'elle soit un refuge ou un tremplin, la ville est d'autant plus privilégiée et d'autant plus coûteuse qu'elle est, au plan démographique et par conséquent politique, plus pesante. Montrer comment l'espace rural et ses sociétés en font les frais devrait retenir l'attention particulière des géographes.